M. l'Orateur: A l'ordre. J'en suis sûr, l'honorable représentante se rendra compte qu'elle engage un débat. La question devrait être posée aussitôt que possible.

Mme MacInnis: Merci, monsieur l'Orateur. Le gouvernement amorcera-t-il une enquête pour vérifier si la hausse du coût de l'alimentation est attribuable aux marges de bénéfice immodérées des supermarchés ou aux bénéfices excessifs des conserveries et de l'industrie de transformation des aliments?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je verrai certainement à ce que la proposition de l'honorable représentante soit étudiée. Toutefois, suivant nos statistiques, le gain a été proportionnel aux changements qui se sont produits de mars à avril depuis cinq ans. De fait, si on examine le changement moyen entre ces deux mois depuis cinq ans et l'indice général des prix à la consommation, on constate qu'il a été légèrement inférieur cette année à celui des cinq dernières années.

Des voix: Bravo!

## LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

LE PARC INDUSTRIEL DE POINT EDWARD—LE TRANSFERT DE COMPÉTENCE

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné que les négociations concernant le transfert officiel du parc industriel de Point Edward du ministère des Transports à la Société de développement du Cap-Breton ont commencé en 1969, le ministre peut-il nous dire si cette mesure tant attendue est enfin intervenue? Il est certainement au courant de la situation. Étant donné que le 25 avril, soit il y a 15 jours, le président de la Devco, M. Kent, a exprimé l'espoir que la question serait réglée cette semaine, le ministre peut-il nous dire si ce transfert a eu lieu, afin que les syndicats puissent négocier un accord?

• (1500)

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Je ne suis pas sûr que cela ait eu lieu. Je vais vérifier et ferai peut-être rapport demain.

## LA IEUNESSE

LE PROGRAMME «PERSPECTIVES-JEUNESSE»—ON DEMANDE POURQUOI CERTAINS PROJETS DU QUÉBEC N'ONT PAS ÉTÉ APPROUVÉS

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

L'honorable ministre nous dirait-il s'il est vrai que ce sont les députés fédéraux qui ont tué dans l'œuf les 39

[Mme MacInnis.]

projets de «Perspectives-Jeunesse» soumis par des Québécois parce qu'ils auraient été jugés trop dangereux, à cause de leur portée sociale et à cause des individus qui en demandaient la mise en œuvre?

M. l'Orateur: L'honorable député reconnaîtra, j'en suis certain, que la question telle que posée n'est pas recevable. Il demande de vérifier une déclaration ou une suggestion qui aurait été faite à l'extérieur de la Chambre.

## LES PENSIONS

LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE—LA TRANSFÉRABILITÉ À D'AUTRES PAYS

[Traduction]

M. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Compte tenu des instances présentées au gouvernement par des particuliers et des organismes dans tout le pays, j'aimerais savoir si une décision a été prise sur la transférabilité des pensions de vieillesse à d'autres pays, dans le cas des personnes n'ayant pas résidé au Canada pendant les 25 années réglementaires?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Oui, monsieur l'Orateur. Je crois que le député sera heureux de constater, après tout le travail qu'il a accompli à ce sujet . . .

Des voix: Oh. oh!

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Munro: ... qu'une disposition pertinente est insérée dans le projet de loi dont la Chambre est actuellement saisie.

## LA POLLUTION

L'ÉPAVE «IRVING WHALE»—LA QUESTION DU RENFLOUEMENT

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. Elle procède d'une déclaration du ministre de l'environnement et des Services communautaires de l'Île-du-Prince-Édouard, suivant laquelle il serait maintenant trop tard pour renflouer cette année l'Irving Whale. Le ministre nous dirait-il si c'est là l'opinion de son ministère et, si oui, quand on prévoit supprimer la menace que cette épave constitue pour le milieu?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Si le député veut dire cette année, pendant la saison du tourisme estival, l'opération ne se fera pas alors. Tout comme le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, je suis d'avis qu'il ne faut pas l'entreprendre pendant la saison du tourisme estival. Nous cherchons à obtenir d'autres avis d'ordre scientifique sur la meilleure façon d'accomplir le travail et sur le temps le plus propice. D'autre part, si ce n'est déjà fait, on vérifie actuellement sous l'eau la coque du navire afin d'écarter dans l'intervalle toutes les possibilités de fuites.